

Taxer les "riches" : la démagogie au service des "très riches"

Article rédigé par *Liberté politique*, le 12 septembre 2022

Pour distraire le bon peuple de France, une poignée de représentants politiques très grassement rémunérés entend taxer les « riches ». Une proposition démagogique qui enrichira les « très riches », devrait s'avérer contre-productive et dressera les Français les uns contre les autres.

Qui sont les riches ?

Avec le séisme économique qui se prépare, après les mesures sanitaires et la crise de l'énergie, les propositions pour limiter l'appauvrissement de la population vont bon train. Une préoccupation *a priori* légitime de représentants politiques pourtant responsables de cette situation calamiteuse pour leurs électeurs, qui subissent, par leur politique, l'augmentation actuelle considérable du coût de la vie.

Cela dit, ces propositions s'avèrent souvent aussi démagogiques que dangereuses. Parmi les mesures évoquées, les gauches (essentiellement la Nupes) préconisent la « taxation des riches ». La notion de riche étant très subjective, il convient tout d'abord de s'interroger : qu'est-ce qu'être riche ? Les élus comme Anne Hidalgo (PS) ou la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet sont-elles riches avec leurs plus de 10 000 euros de revenus mensuels ? La richesse d'une personne se calcule-t-elle à partir de ses revenus ou de son patrimoine ? Si la seconde proposition l'emporte, cela revient à dire qu'un propriétaire peut être qualifié de « riche » avec l'explosion du prix de l'immobilier, alors même que ses revenus peuvent être modestes, voire même extrêmement modestes.

Une aubaine pour l'élite dominante

Au problème de qualification des riches s'ajoute celui de l'utilité de la méthode. Tout d'abord, en taxant davantage certains riches, ceux-ci seront tentés de quitter la France. Ensuite, ceux qui souffriront de ces nouvelles taxations ne seront évidemment pas les plus riches, mais appartiendront à la classe moyenne supérieure, cataloguée arbitrairement comme étant riche par les politiques. Nous savons également que les détenteurs de confortables capitaux en France ne toléreront pas des surtaxes : ils disposent d'un arsenal juridique leur permettant de contourner tout ou partie des impôts. Leur proximité avec les sphères de pouvoir leur permet de surcroît de se prémunir de tels « dangers ».

La proposition d'Anne Hidalgo de surtaxer les résidences principales n'aura pas pour effet de rebattre les cartes du parc immobilier de la capitale, mais de concentrer un peu plus les précieux mètres carrés entre quelques sociétés puissantes de milliardaires français et étrangers. L'édile parisien suggère également de « dé plafonner la taxe de séjour sur les hôtels de luxe », ce qui affectera en réalité un secteur de l'hôtellerie dans lequel ceux qui y travaillent sont finalement bien peu payés à considérer le travail qu'ils abattent et les compétences qu'ils mettent en œuvre.

En mettant en place de nouvelles mesures de vexations fiscales, la classe politique développera un peu plus la fracture sociale qui ne cesse de s'accroître dans notre pays. L'argent pris chez les uns ne rendra pas les autres moins pauvres, mais participera d'une rupture entre des populations qui pourtant, si notre société n'était malade à ce point, devraient théoriquement travailler ensemble dans la confiance et l'harmonie.